

Condamner la politique migratoire ne suffit pas

■ Il faut arrêter de se centrer sur quelques personnalités contestables au sein du gouvernement. Car cela fait oublier que la coalition "suédoise" ne fait que radicaliser une logique anti-immigrée qui avait déjà pris ses quartiers au sommet de l'Etat avec la complicité des partis qui siègent aujourd'hui dans l'opposition.

**MARTIN DELEIXHE
(KUL),
LEILA MOUÛHIB
(ULB)
ET YOURI LOU
VERTONGEN
(UNIVERSITÉ
SAINT-LOUIS)**

Et les autres membres
du groupe de réflexion
Migrations et luttes
sociales (1).

Quiconque a lu, même distraitement, la presse ces derniers jours aura fait la connaissance de notre nouveau secrétaire d'Etat à la Politique migratoire, Théo Francken, et aura pu se faire sa propre opinion sur la finesse des analyses sociologiques qu'il aime à délivrer sur les réseaux sociaux. Un "humour" que l'intéressé a qualifié de potache, mais que nous préférons désigner ici d'indigne de la fonction. Les appels à sa démission qui émanent de toutes parts dans les rangs de l'opposition apportent une pugnacité bienvenue au débat démocratique et rappelle, à qui l'aurait oublié, qu'on ne peut faire étalage public d'une lecture "racialiste" du monde et prétendre dans un même temps administrer avec justice la politique migratoire.

Oui, Théo Francken a tout d'un personnage détestable! Et l'unanimité qu'il a rapidement faite contre lui ferait plaisir à voir si nous ne la soupçonnions teintée d'hypocrisie! Car, en centrant le débat autour de la seule personnalité du secrétaire d'Etat, on obscurcit le fait que l'accord de gouvernement de la coalition "suédoise" se contente finalement de radicaliser une logique anti-immigrée qui avait déjà pris ses quartiers au sommet de l'Etat avec la complicité des partis qui siègent aujourd'hui dans l'opposition.

Ainsi, le monde associatif dénonce, et il a raison de le faire, la très lourde emphase qui est mise dans le nouvel accord de gouvernement sur la lutte contre les abus. Le volet consacré à l'asile et l'immigration peut effectivement se lire comme un catalogue de nouvelles mesures visant à surveiller, contrôler et contraindre les faits et gestes des migrants, qui seraient apparemment tous venus en Belgique avec les pires intentions.

Or, cette logique de la suspicion vis-à-vis des migrants n'est pas neuve. L'orientation répressive de la politique migratoire est en réa-

lité une constante en Belgique depuis la crise économique des années 1970 et la fermeture théorique des frontières. La nouveauté, c'est que cette logique est ici poussée à son paroxysme. La majeure partie du texte se consacre à définir les

mesures qui seront mises en œuvre pour maximiser la capacité d'accueil des centres fermés ("camps pour étrangers"), dans lesquels, il est important de le rappeler sans cesse, des personnes n'ayant commis aucun délit sont privées de leur liberté. La liste des mesures désastreuses pour le respect des droits des migrants est longue: privatisation des centres d'accueil, confusion entre "retour volontaire" et retour consenti sous la contrainte, développement assumé des "retours forcés" (et ce, malgré leur potentiel meurtrier), restriction des procédures d'appel, légitimation de la double peine, violation du droit à la vie privée des migrants, surveillance généralisée des personnes, droit de séjour conditionné par des questions d'ordre

public et de sécurité nationale... On notera également le peu de considération pour la vie de famille des migrants: ces derniers, au contraire de la majorité du genre humain, ne se marieraient et ne feraient des enfants que dans le but d'abuser du système social belge...

Ces mesures, comme si elles ne se suffisaient pas à elles-mêmes, s'accompagnent d'effets d'annonces médiatiques sur la prétendue "nécessité" d'augmenter le nombre de places en centres fermés et d'accélérer les expulsions. Ce show spectaculaire et décomplexé correspond à une volonté de ren-

forcer un discours, déjà bien ancré dans la conscience collective, sur le migrant en tant que menace pour le corps politique et social (on n'oserait dire "pour la nation"), et d'en faire un enjeu de crédibilité politique pour ce gouvernement.

Mais, il est important de le répéter, attribuer l'entière responsabilité de ce glissement vers une politique migratoire envisagée exclusivement sous un

angle "policier" à la seule coalition "suédoise" serait faire preuve d'un manque de discernement. Une lame de fond réactionnaire et xénophobe traverse en ce moment l'Europe tout entière. Et de plus en plus de gouvernements préfèrent flatter l'aile la plus droitière de leur électorat plutôt que de lutter pour déconstruire les argumentaires qui jouent sur la peur des étrangers.

L'exemple le plus marquant est la dernière initiative en date prise par les Etats de l'Union européenne: Mos Maiorum. Cette vaste opération de police, coordonnée à l'intérieur de l'Espace Schengen par la présidence italienne de l'UE vise, entre le 13 et le 26 octobre à repérer et démanteler des réseaux d'immigration trans et intraeuropéenne. Le but? Massifier les arrestations de migrants "sans-papiers" sous couvert de lutte contre le trafic d'êtres humains, identifier au moyen d'une gigantesque chasse à l'homme les organisations qui facilitent le développement de l'immigration, mais également repérer, identifier et fichier sciemment les parcours, les trajectoires et les outils empruntés par les migrants pour pénétrer sur le sol européen. Il est ainsi explicitement de-

mandé aux pays participants à cette opération de noter, pour chaque migrant(e) interpellé(e) le profil (nationalité, genre, âge, point et date d'entrée en Union européenne); les chemins empruntés pour accéder en Europe; le modus operandi (faux papiers, demande d'asile, qui est le passeur, nationalité et pays de résidence des facilitateurs, somme versée par chaque immigrant,...). A l'issue des arrestations de ce mois d'octobre, les informations relevées par Mos Maiorum devraient permettre aux polices européennes de construire une véritable "biopolitique du sans-papiers", identifiant profils et parcours, afin de mieux maîtriser, mieux anticiper, mieux gouverner les prochains enjeux liés aux questions migratoires.

Les mesures de restriction et de criminalisation de la coalition

“suédoise”, ainsi que ces opérations de traque et de raffle à l’échelon européen, font partie à notre sens d’une même logique raciste et répressive. Elles exigent de notre part une réaction: pas uniquement une indignation bienveillante, mais bien une prise de position en faveur des processus de résistance qui tentent de mettre à mal de telles procédures. Nous condamnons une politique migratoire nauséabonde et criminelle, mais nous ne voudrions pas que cette démarche se limite à un sermon séculier. Elle doit

pour nous aller de pair avec un engagement pratique de tous et toutes, migrant(e)s ou non, qui refusent de tolérer l’intolérable. Transgression, con-

testation, désobéissance, sabotage, solidarité et exigence radicale d’égalité sont les maîtres mots de la résistance indispensable à la politique migratoire.

Nous appelons à intensifier ces mécanismes de résistance: en soutenant les migrants qui luttent, notamment dans les églises et les bâtiments occupés; en prévenant les familles en passe d’être raflées; en hébergeant les personnes traquées ou menacées d’expulsion; en aidant les migrants à franchir les frontières; en refusant de ne pas voir; en apportant notre aide aux personnes contrôlées dans la rue

et les transports en commun; en sabotant les camps pour étrangers; en s’opposant physiquement aux expulsions, dans les aéroports ou dans les avions; en dénonçant tous les complices de la machine-à-expulser...

→ (1) Avec Thibaud Deleixhe, Nicolas Dekemel (Collectif Créole, Molenbeek), Bachir Barrou (SPBelgique), Elsa Roland (ULB), Rachida El Baghdadi (Collectif Créole, Matonge), Elisabeth Dubois (ULB), Elodie Francart (ULB), Camille Reyniers (ULB), Martin Vander Elst (Collectif Créole, Forest).